



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,  
après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur la modification n°2 du PLU de Saint Hilaire (31)**

n°saisine 2019-7876

n°MRAe 2019DKO281

La mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 19 décembre 2016 et du 30 avril 2019 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2017, portant nomination de Philippe Guillard comme président de la MRAe Occitanie ;

Vu la délibération du 28 mai 2019, portant délégation à Philippe Guillard, président de la MRAe, et à Christian Dubost, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas :

- **relative à la modification n°2 du PLU de Saint Hilaire (31) ;**
- **déposée par la commune ;**
- **reçue le 4 septembre 2019 ;**
- **n°2019-7876 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 12 août 2019 ;

**Considérant** que la commune de Saint Hilaire (1164 habitants et une évolution démographique annuelle moyenne de + 1,6 % entre 2011 et 2016, source INSEE 2016) engage la modification n°2 de son PLU ;

**Considérant** que cette modification prévoit

- l'instauration d'un coefficient d'emprise au sol (entre 10 à 15%) dans les zones UB afin d'encadrer la densification des espaces diffus ;
- l'instauration d'une bande de constructibilité dans les espaces éloignés du centre bourg afin de limiter la dispersion des constructions en second rideau ;
- la constructibilité de la zone AU5 lorsque 60 % (au lieu de 50%) des permis de construire seront délivrés en zone AU4 afin d'optimiser l'urbanisation de la zone AU4 ;
- des évolutions réglementaires afin de faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme ;
- des modifications mineures des règlements écrits et graphiques ;

**Considérant** la localisation de la commune de Saint Hilaire qui ne comporte aucune zone répertoriée à enjeux écologiques ou paysagers (ZNIEFF, NATURA 2000, etc...) ;

**Considérant** que la modification n'impacte pas le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de la commune ;

**Considérant** que les évolutions proposées permettent de mieux maîtriser la densification du tissu urbain ;

**Considérant en conclusion** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet de modification n°2 du PLU de Saint Hilaire n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ;

## Décide

### Article 1<sup>er</sup>

Le projet de modification n°2 du PLU de Saint Hilaire, objet de la demande n°2019-7876, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr) et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2019

Philippe Guillard  
Président de la MRAe Occitanie



<b>Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale</b>
---

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)**

Le président de la MRAe Occitanie  
DREAL Occitanie  
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale  
1 rue de la Cité administrative Bât G  
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

**Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique), soit par :**

Courrier  
Tribunal administratif de Montpellier  
6 rue Pitot  
34000 Montpellier

Télérecours accessible par le lien  
<http://www.telerecours.fr>

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*